



Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

En cette période de fin d'année propice aux rétrospectives, je voudrais revenir rapidement sur notre travail.

Parmi nos actions, il y a celles que nous menons directement. Dans ce domaine, l'exécution budgétaire montre que les choses se sont plutôt correctement passées.

Si nous avons dû ajuster notre budget, et nous allons le faire à nouveau aujourd'hui, c'est surtout sur la base de dépenses subies ou imposées par l'Etat. Fort heureusement, grâce à une gestion à la fois ambitieuse et prudentielle, et à nos efforts constants de rationalisation, nous avons pu faire face à ces dépenses imprévues, sans pour autant renoncer à certaines actions, ni dégrader le niveau de service au public.

Et puis, il y a des actions que nous ne menons pas directement, mais que nous accompagnons, parfois de façon déterminante. Parmi ces dernières, il y en a une que je souhaite particulièrement mettre en avant car elle est, et sera, essentielle pour l'attractivité de notre territoire. Je veux parler de l'installation de la compagnie Volotea, à l'aéroport de Tarbes Lourdes Pyrénées, pour desservir Paris, mais aussi Naples, Strasbourg, Palerme, Venise et d'autres destinations à venir.

Si le Département n'est pas décisionnaire en la matière, je prétends en effet qu'il a été déterminant dans ce choix. Ce n'est faire offense à personne que de rappeler que,

sans notre intervention, les considérations technocratiques l'auraient emporté sur le pragmatisme de terrain

et le scénario aurait été incontestablement différent.

La compagnie Volotea n'aurait probablement pas été retenue, la liaison aérienne vers Paris n'aurait certainement pas survécu, emportant avec elle l'aéroport et isolant définitivement notre territoire qui ne peut compter sur une réelle alternative ferroviaire.

Au contraire, c'est un tout autre scénario, porteur d'espoir pour le territoire, que nous vivons aujourd'hui.

Grâce à Volotea, l'aéroport est actuellement en plein essor, sa fréquentation dépassera, selon toutes vraisemblances, celle de Pau dès cette fin d'année. Et en 2023, la compagnie EasyJet viendra rejoindre Ryanair et Volotea pour desservir de nouvelles destinations au départ de Lourdes.

Ce sera, avec l'équipement en fibre optique de tout le département, un atout évident pour l'attractivité du territoire, un signal très fort envoyé aux investisseurs et à tous ceux qui souhaiteraient rejoindre les Hautes-Pyrénées.

A force de travail, d'engagement, d'investissements, nous structurons ce département pour lui permettre de prendre en main son destin, Pour l'aider à refuser la fatalité qui s'abat sur les territoires ruraux.

Mais c'est un travail de longue haleine, un travail exigeant.

Sur tous les sujets décisifs pour nos territoires, nous sommes confrontés à tant d'absurdités administratives.

Tant d'absurdités administratives auxquelles il faut, sans cesse, comme pour Volotea, opposer le pragmatisme de terrain, l'intelligence des situations pour lutter contre la plus redoutable des sottises, celle des gens intelligents, *que d'autres appellent « les crétins d'en haut »*, enfermés dans des bureaux sans fenêtres, qui prennent des décisions en suivant des guides de procédure et des tableurs Excel.

C'est cette intelligence des situations qui fait cruellement défaut à la haute administration et aux cabinets ministériels et de conseil.

Et c'est ce manque d'intelligence des situations qui mène la France dans le mur qu'elle percute aujourd'hui.

Car c'est bien une stupidité exemplaire, doublée d'une bonne dose de démagogie, qui nous ont conduit à renoncer à notre avance dans le domaine du nucléaire civil, énergie décarbonée rappelons-le, et à saccager notre parc nucléaire.

L'ancien haut commissaire à l'énergie atomique, auditionné par le Sénat, raconte avec beaucoup d'amertume :

on a abandonné le nucléaire au profit des énergies renouvelables comme on saute d'un avion en pariant qu'on aura tricoté un parachute avant de s'écraser au sol.

L'issue est forcément dramatique : la France a perdu son indépendance énergétique et, comble de la bêtise, elle doit désormais réactiver les centrales à charbon et recourir au Gaz Naturel Liquéfié américain issu de la fragmentation hydraulique.

Concrètement, cela se traduit, au-delà de la pollution en CO₂, par une pénurie d'énergie et une explosion des prix, ravageuse pour tout le monde, pour les citoyens évidemment, mais aussi pour tout notre tissu économique, aussi précieux que fragile, pour nos entreprises, nos artisans, nos agriculteurs, pour nos équipements, nos collectivités, nos stations de ski, et la liste n'est pas exhaustive.

Je prends l'exemple que je connais le mieux, celui des stations de ski, mais c'est vrai pour tant d'autres domaines.

A partir de janvier, le prix du mégawatt heure passera de 180 à 630 euros en moyenne. Soit un prix multiplié par trois et demi.

C'est incompatible avec nos comptes d'exploitation. Incompatible. Et pourtant, de l'activité des stations de ski dépend toute l'armature économique et sociale de nos vallées et plus largement.

Alors, sur ce point, nous attendons du Gouvernement d'autres réponses que « je baisse, j'éteins et je décale ».

On ne va pas pouvoir se satisfaire des petits gestes d'Olivier Véran qui, après nous avoir demandé d'ouvrir la fenêtre pendant le Covid, nous recommande maintenant d'éteindre la lumière.

On ne pourra pas non plus se satisfaire d'une remise de l'ordre de 20% telle qu'annoncée par la Première Ministre quand on doit faire face à une augmentation de 250%.

Le Portugal et l'Espagne ont fait le choix de quitter le marché européen de l'électricité, ce qui a contribué à baisser le prix dans ces pays.

Il est évident que la solidarité européenne a un prix que nous ne pouvons pas payer.

Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, cette pénurie d'électricité s'accompagne d'un manque de médecins, de professeurs, d'essence, et désormais de dolipranes pour enfant.

Et tout ça dans un pays qui se prévaut de posséder un haut commissariat au plan.

Néanmoins, dans cette période de vœux, je voudrais émettre le souhait que cette pénurie ne soit pas la énième manifestation du recul français, mais plutôt le 1^{er} jour du renouveau. Prenons conscience de nos erreurs. Soldons les responsabilités des mauvaises décisions.

Je rebondis sur la proposition faite par le Président de la République concernant la décentralisation et lui lance cet appel : C'est ici et maintenant que tout commence, avec les collectivités locales et particulièrement les départements comme acteurs majeurs de ce renouveau pour la France.

Michel PÉLIEU, Président du Département des Hautes-Pyrénées